



CA1  
SW  
-83B37

GOVT







Digitized by the Internet Archive  
in 2023 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761117100164>



CA1  
SW  
-88 B37

(1)

BIBLIOGRAPHIE

PORNOGRAPHIE - PROV. DE QUEBEC

22 avril 1983

Préparé par Ginette Busque



## TABLE DES MATIÈRES

Articles de journaux	1
Articles - revues - bulletins - magazines	7
Documents - mémoires	16
Personnes ressources	20
Personnes ressources en région	22
Regroupements et associations qui luttent contre la pornographie	23
Front commun contre la pornographie	25
Groupes de l'Outaouais s'occupant de la pornographie	27
Autres	28
France	29
ANNEXE:	32
<p>Aperçu et portrait des actions et démarches entreprises sur le dossier "pornographie" dans diverses régions de la province de Québec. Par Lucie Godin et François Roberge en collaboration avec le Conseil du statut de la femme, 1981-05-01.</p>	





# ARTICLES DE JOURNAUX

ADAM, Marcel, La Presse, 5 mars 1983, "Quelque soit son nom la censure est nocive"

Attaque virulente contre le Front commun contre la pornographie. Méfiance extrême vis-à-vis le contrôle réclamé dans le mémoire du Front (projet de loi 109 - loi sur le cinéma). Selon Adam, la "croisade" des membres du Front commun est "malsaine".

BERGER, François, La Presse, 20-26 mars 1982.

"Des Millions d'emplois, des centaines de millions de \$" 20 mars.

"Des danseuses nues dans 250 clubs de nuit", 23 mars.

"La nudité, un gagne-pain", 23 mars

"Les hommes nus sont populaires" 23 mars

"Chaque année \$15 millions pour les magazines érotiques",

"Un marché en pleine expansion: le film de sexe chez-soi" 23 mars.

"On peut en voir dans des hotels, motels et bars" 24 mars.

"La prostitution des femmes: une affaire de \$140 millions" 25 mars

"Films érotiques: clientèle peu nombreuse mais stable".

"L'empire des boutiques spécialisées" 26 mars

"Au Québec: une porno pour enfants de chœur" 26 mars

"Le vibreur, un article populaire" 26 mars.

Tour d'horizon de l'industrie de la pornographie au Québec. Description de cette industrie comme étant respectable et productrice d'emplois. Aspects négatifs ne ressortent pas. Pernicieux.

BISSONNETTE, Lise, Le Devoir. "Plein la vue" 1983.

Affirme que M. Fox et ses collègues ont fermé volontairement les yeux sur le problème que suscite la télévision payante; la seule chose imprévisible: la présente réaction des groupes de femmes. La censure ne règlera rien. Il faut la pression publique. Les luttes des femmes pour leur dignité n'ont pas détruit beaucoup de préjugés.

- 2 -

CARRIER, Micheline, Le Devoir, 12 nov. 1981. "A propos de "Not a Love Story": Le Bal des hypocrites".

CARRIER, Micheline, Le Devoir, 19 novembre 1981, "L'affaire de Mascouche".

CARRIER, Micheline et Marie SAVOIE, Le Devoir, 22 jan. 82. "L'affaire des films pornographiques: encore bien des questions à élucider."

CARRIER, Micheline, Le Devoir, 7 décembre 1981. "Les salles X contre la pornographie?".

CARRIER, Micheline et Diane GRENIER, La Presse, 31 mars 1982. "La femme violente: une réalité persistante".

Manifeste endossé par 13 groupes de femmes, et 162 individus (pour en imposer la publication).

CARRIER, Micheline, Le Devoir, 15 juin 1982. "Le péril féministe".

CARRIER, Micheline, Le Devoir, 4 août 1982. "La pornographie enfantine".

Sur les amendements relatifs à la porno enfantine et les trois (3) organismes qui les appuient. Association des chefs de police du Canada, CCCSF, Association des infirmières et infirmiers du Canada.

CARRIER, Micheline, La Presse, 16 août 1982. "La porno enfantine".

Lettre ouverte aux femmes du Québec. Rappelle le point de vue de ceux et celles qui ont accordé leur appui aux amendements au code pénal canadien relatif à la protection des mineurs. Incite les groupes de femmes à l'action.

CHAMPAGNE-GILBERT, Maurice, La Presse, 8 avril 1983.

Expérience de visionnement de films pornos dans un motel. Appel au ministre de la Justice pour qu'il s'inscrive sérieusement dans la lutte contre la pornographie, entre autres par la convocation d'une commission d'enquête sur la question.

DESROSIERS, Hélène, La Presse, 26 février 1983. "Pour ou contre la censure? Porno et télévision payante."

Réponse à un article de Lysiane Gagnon (20 janvier). La liberté d'expression et ses limites; les gens ont les fantasmes que l'on veut qu'ils aient. Utopique de compter sur l'éducation pour changer les rapports hommes-femmes. Education conditionnée entre autres par la télévision. Excellent.

DOLMENT, Marcelle, La Presse, 26 août 1982. "Une loi plus efficace contre la pornographie infantine est nécessaire".

Lettre qui résume l'état du dossier loi-porno-enfant.

DUBUC, Jean-Guy, La Presse, mars 83. "Porno et censure: amies ou ennemies?"

Aborde les questions de fond posées par le mémoire (projet de loi 109) du Front Commun contre la pornographie. Faut définir la pornographie et les balises de la tolérance dans notre société. Mise en garde: il ne faut pas que le contrôle devienne de la censure.

DUBUC, Jean-Guy, La Presse 1983. "Les évêques du Québec et la pornographie".

Dans le cadre du débat sur la télévision payante, approuve les évêques de ne pas intervenir dans le dossier pornographie. Confond contrôle et censure. Quant à lui la programmation de Premier Choix n'a rien à voir avec la pornographie.

GAGNON, Lysianne, La Presse - 20 février 1983. "Où commence la censure?"

S'interroge sur la nécessité d'interdire les films "soft core" à la télévision payante. Grande peur de la censure; en dehors des cas extrêmes (sadisme et utilisation des enfants) il faut respecter toutes les libertés. Mise en garde aux féministes de ne pas jouer le jeu de la droite.

Cet article a beaucoup nui aux féministes engagées dans la lutte contre la porno.



GAGNON, Lysiane, La Presse, mars 83. "Les bien-pensants".

A partir des excès du Bureau de surveillance (Ontario) tente de montrer comment l'application de critères de rejet des films est difficile. Montre aussi comment critères du Front commun contre la pornographie entraîneraient le rejet de films qui ont eu un grand succès. Les "bien-pensants" veulent imposer leurs valeurs; c'est dangereux. Maintient son opposition à la censure.

GROUPE DE RECHERCHE FEMINISTE SUR LA PORNOGRAPHIE, Le Devoir, 21 nov. 1981, pp.21,40. "Le violeur avait-il un livre porno?"

HARTING, Claire, Journal de Montréal, 25 février 1983. "Le Front commun contre la pornographie (FCCP) souhaite la démocratisation de la nouvelle Régie du cinéma".

Rapporte avec fidélité la présentation d'un mémoire sur le projet de loi 109 (loi sur le cinéma) par le FCCP visant à obtenir la démocratisation de la régie du cinéma.

JOURNAL DE MONTREAL, "Le fameux cinéma X ferme ses portes". 29 juillet 1982.

"Un pique-nique pour célébrer la fermeture d'un cinéma porno" 30 juillet 1982.

"Le regroupement féministe contre la pornographie fête sa victoire contre le cinéma X," 1 août 1982.

"Chénéville: la Régie accorde un permis à un club qui promet de ne pas donner de show porno" 1er oct. 1982.

"Dans une petite ville, c'est tout le tissu social qui se dégrade quand il y a des spectacles de danseuses nues", 1er oct. 1982.

LABROSSE, Serge, Journal de Montréal, 1er oct. 1982. "Strip et Agencia: Echec."

Une enquête chez les danseuses mineures... pour leur faire payer plus d'impôts".

LACHANCE, Lise, Le Soleil, 26 mars 1983. "Pornographie et violence: "Les Québécoises se mobilisent".

Explique les revendications du Front commun contre la pornographie dans sa lutte contre la pornographie. Compare le mouvement actuel des femmes dans ce dossier à une lame de fond.

LAPOINTE-ROY, Huguette, MATTE, Monica, La Presse, 1 juin 1982.

Réponse à une série d'articles de François Berger sur l'industrie pornographique au Québec; blâment le fait que la pornographie est présentée comme une industrie acceptable et que les effets nocifs soient passés sous silence.

LAURENDEAU, Marc, La Presse, 12 juin 1982, "En matière d'obscénité, une directive qui contourne la loi".

Re:directive du sous-ministre Tremblay qui d'après les procureurs empêche l'application du code criminel en ce qui a trait à l'obscénité.

LESAGE, Gilles, Le Devoir, 26 février 1983. "La répression sexuelle a changé de camp".

Sur le mémoire du Front commun contre la pornographie (projet de loi 109). Rapporte fidèlement les interventions. Ne commente pas.

NOEL, Lise, Le Devoir. "Le discours de l'oppression".

Comment les mêmes grands principes servent la promotion d'une cause au détriment d'une autre. Très bons exemples socio-politiques et religieux.

PERREAULT, Luc, La Presse, 6 février 1980. "Un nouveau puritanisme essentiellement féministe."

PERREAULT, Luc, La Presse, 23 février. "Commission parlementaire sur le cinéma "Piwi" aurait-il dû être interdit?"

Rapporte les appréhensions exprimées en commission parlementaire relativement aux critères de classement des films lors de la présentation du mémoire du Conseil du Statut de la femme par Claire Bonenfant, présidente du Conseil.

PERREAULT, Luc, La Presse, 26 février 1983. "Projet de loi 109 sur le cinéma. Le front commun anti-porno réclame une censure musclée".

Interprétation fausse du mémoire du Front commun contre la pornographie. Confond contrôle et censure. Oublie toutes les autres recommandations. Oppose sans analyse propice le mémoire du Congrès juif du Canada à celui du Front commun.

PETROWSKI, Nathalie, Le Devoir, 21 novembre 1981. "La pornographie ou le privilège du roi".

ROWAN, Renée, Le Devoir, 21 mars 1983, "Le projet de loi 109 inquiète le front commun contre la pornographie."

Rappelle les recommandations du Front commun contre la pornographie relativement à la création de la Régie du cinéma. Démocratisation, transparence des critères, droit de revision.

SAVOIE, Marie, Le Devoir, 19 novembre 1981. "La pornographie à l'Assemblée nationale".

TRUDEL, Pierre, Le Devoir, 22 janvier 1983. "Télévision payante: le CRTC a le pouvoir d'intervenir mais pas la volonté politique."

Analyse l'approche de l'industrie de la télévision payante par rapport entre autre aux émissions érotiques et sexistes de Premier Choix; ceci dans le contexte de l'intérêt de la population vis-à-vis les contenus d'émissions. Selon l'auteur, les options contre le sexisme et la violence sont aussi légitimes que celles favorisant la liberté de choix. Le CRTC a le pouvoir d'imposer des normes à la télévision payante.



## ARTICLES - REVUES - BULLETINS - MAGAZINES

ACTION-FEMMES "La violence et la porno: ça suffit!" in La Gazette des femmes. vol. 1 no. 1, 1979.

Incite les femmes à l'action et leur donne les organismes à contacter:

- 1 - escouade de la moralité
- 2 - commission des droits de la personne
- 3 - comité pour la protection de la jeunesse
- 4 - ministère de la Justice
- 5 - conseil de presse
- 6 - bureau de surveillance.

ARSENEAU, Johanne et Louise Cossette, Sylvie Gladu, Danielle Julien, Manon Théorêt (Groupe de recherche féministe sur la pornographie). "Le violeur avait-il un livre porno?" (Texte sans références biographiques)

Commission d'enquête sur l'obscénité aux Etats-Unis, résultats, recherches qui contredisent ces résultats et nécessité de poursuivre d'autres recherches. Nécessité d'une éducation sexuelle non-sexiste, de "départager dans notre plaisir, ce qu'on nous en dit, et ce qu'on veut en dire".

BAGHDJIAN, Kévork, Bulletin de la Fédération des groupes ethniques du Québec, février 1983.

Réactions à l'introduction de films pornographiques dans la programmation de la télévision payante. Appel à la solidarité avec les groupes de femmes. Tendance moraliste.

BOUTOT, Bruno, "Défense et illustration de la porno" in le Temps fou, juin, juillet, août 1980.

Le discours des femmes qui est celui de la prise en charge de leur propre plaisir et celui de la porno affirment tous deux la même chose. "C'est beau, bon, on aime ça". Au lieu de corriger les excès de la porno, les femmes devraient montrer à quoi ressemble leur sexualité. La peur de la pornographie est ressentie par ceux et celles qui répriment la sexualité.

CAMPEAU, Nicole, "Pornographie: pas de volonté politique pour protéger les personnes mineures" in La Gazette des femmes (CSF) vol. 3 no. 3 sep. 81.

Compte rendu de l'ensemble des propositions adoptées au colloque sur la pornographie organisé par la Fédération des femmes du Québec en mai 81.

CARDINAL, Linda, "Contre la pornographie: les étudiantes contestent et gagnent à l'université d'Ottawa" in Contre la Violence, vol. 1 - nos 3-4, mars 1981.

CARRIER, Micheline, "La pornographie galopante" in Chatelaine, vol. 20 no. 6, juin 1979 - 10 pages.

Expériences de Micheline Carrier dans les clubs et sex-shops de la ville de Québec et des environs.

CARRIER, Micheline, "Non, la pornographie n'est pas inoffensive" in Châtelaine, juillet 1979.

Minimisation des effets de la porno; expériences de Feshback et Malamuth - Le rapport Dionne sur les effets de la tolérance en Suède - Comparaison, racisme-sexisme. La Commission américaine sur l'obscénité. Possibilité d'une loi antisexisme.

CARRIER, Micheline, "Pornographie..." in Questions féministes no. 8 - mai 1980.

Exploration des divers clubs de Québec où des spectacles de danseuses nues sont offerts. Rencontre avec Me François Tremblay sous-ministre associé aux Affaires Criminelles. Les magazines de sexe vendus au Québec. Expériences de Malamuth. Le rapport Dionne sur les législations en matière de pornographie en Suède, en Belgique et en Hollande.

CARRIER, Micheline, "La pornographie, base idéologique de l'oppression des femmes" in Contre la violence (dossier porno) juin 1981 vol. 1 nos 5-6.

Très bonne analyse qui va au coeur de la problématique en passant entre autres par les risques de mener des luttes séparées pour les femmes et les enfants; la pornographie en tant qu'institution respectée et la tolérance suspecte qu'on entretient à son égard.

CATELLIER, Josette, "La parano du porno" in Le Temps fou, juin, juillet, août 1979, no. 6.

Questionnement sur la pornographie; nos contradictions vis-à-vis la liberté d'expression - on réagit à la porno en fonction de nos attitudes face à la réalité.

CHARTRAND, Luc, "Science et porno" in Québec Science, juillet 1980.

Expose les difficultés de la recherche scientifique, particulièrement dans le domaine de la pornographie et les résultats de diverses recherches. Intéressant.

COMITE CONTRE LA PORNOGRAPHIE A GATINEAU, "Manifeste du comité contre la pornographie à Gatineau" nov. 1982.

La pornographie: ce qu'elle est, ses effets et conséquences - influence sur les jeunes.

CORRIVEAU, Marie-Josée, "Riposte féminine aux salles X: une coalition se forme contre la pornographie" in Presse libre, avril 1982.

CORRIVEAU, Marie-Josée, "Une visite au Cinéma X" in Presse libre, mai 1982.

DANVOYE, Jean-Pierre, "La pornographie est-elle ce monstre que l'on croit?" in Perspectives 14 juillet 1973, vol. 15 no. 28.

DAVIES, Robert, "Pornographie: de la dissidence à l'aliénation", in Le temps fou no. 11 - sep, oct, nov. 1980.

Quelques réactions au dossier sur la pornographie (no. 10)

Comment la pornographie massivement produite est un cancer social; il faut être contre. L'oppression de la porno qui produit des consommateurs passifs.

DEBBAS, Danielle, "Contre la pornographie" in Madame au foyer, vol. 17, no. 7, septembre 1982.

Critique de fond sur la pornographie; point de vue féministe.

DEBBAS, Danielle, "Une action entre autres" in La Gazette des femmes(CSF) vol. 4, no. 4 (oct. 1982).



Interview de D. Debbas avec Bonnie Klein, réalisatrice du film "Not a Love Story."

"Des luttes et des rires de femmes" vol. 2 no. 4 mai-juin 1979, Spécial Violence.

Analyse féministe sur le viol, les femmes battues et la pornographie.

DUFRESNE, Andrée, "Regard sur la pornographie" in Actualité janvier 1982.

Interview avec Dorothy Todd Hénault, productrice de "C'est surtout pas de l'amour".

DUFRESNE, Martin, "Ce qui excite votre mari (et ses voisins) in Contre la violence. Dossier porno juin 1981, vol. 1, nos 5-6.

Comment la pornographie est le regard de pouvoir, de propriété, d'assujettissement que les hommes jettent sur les femmes.

DUNNIGAN, Lise, "Pourquoi dénoncer la pornographie" in La Gazette des femmes (CSF) vol. 3, no. 2.

Extrait d'un document de travail préparé pour le colloque de la Fédération des femmes du Québec (avril 81) sur la pornographie.

GAZETTE DES FEMMES - Bulletin du Conseil du statut de la femme. "La violence et la porno: ça suffit" Action-femmes incite les femmes.

GOFFMAN, Erving, "La ritualisation de la féminité" in Actes de la recherche en sciences sociales. no. 14 avril 1977.

GUERETTE, Françoise, "Le clan des "Mascouchois": procès d'une danseuse" in La vie en rose, juin-juillet-août 1982.

KRYNSKY, Claude, "Les films cochons exploitent les femmes" in Nous, vol. 4, no. 12, mai 1977, pp.30-31

LACELLE, Nicole, "A propos de Deirdre English" in La vie en rose, sept. 1980, pp. 16-17

Réaction aux articles sur la pornographie parus dans Le temps fou à l'été 1980. Affirme que Le temps fou a retranché une partie des plus intéressantes du texte de D. English sur l'exploitation du désir sexuel des hommes. Constate malgré cela combien D. English affiche un mépris des féministes.

LAURIN, Lucie et Johanne Voghel, "Viol et brutalité" Québec-Amérique 1982.

LAVERGNE, Guy, "Deirdre au pays des psychanalistes" in Le temps fou no. 11, sep-oct-nov. 1980

Conteste les positions défendues par Deirdre English qui dit de laisser libre cours aux fantasmes. Se questionne sur ce qu'il advient de la sexualité. Il faut remettre en cause toutes les "pseudo libertés" et toutes les censures "qui véhiculent l'expression pornographique".

L'EQUIPE DE REDACTION, "Porno et censure" in La Vie en rose no. 10, mars 1983, pp. 4-5 éditorial.

Comment la pornographie se sert des huit techniques de propagande politique décrites par J.A.C. Brown (chercheur américain) dans Techniques of Persuasion; l'efficacité du message pornographique; comment ce sont les femmes qui sont censurées.

L'ESPERANCE, Françoise, "La rue la nuit, FEMMES SANS PEUR" Bulletin vol. 28 no. 28 (nov. déc. 82)

Compte rendu de la manifestation organisée à Montréal le 17 sep. 1982 par le Mouvement contre le viol.

LEVER, Yves, "Le cinéma porno, la censure et l'éducation sexuelle" in Relations, vol. 42 no. 483.

Se questionne beaucoup, apporte peu de solutions.

MARCHESSAULT, Jovette, "La mère des herbes" Ed. Quinze, Montréal 1980.

MARCHESSAULT, Jovette, Tryptique lesbien. Ed. de la pleine lune, Montréal 1980

MOISAN, Lise, "La pornographie ou le terrorisme mâle" in La vie en rose, mars-avril-mai 1982, pp.46 à 50.

Règles du "jeu" et terrorisme chez les défenseurs de la pornographie. Mythes des hommes vis-à-vis leur sexualité ou leur droit de définir la sexualité. Comment il faut masquer notre discours pour le rendre acceptable. Le discours de la droite; la place de la gauche dans ce dossier.

MORIN, Nicole, "Cernées par la pornographie que faisons-nous?" in Femmes d'ici février 1983 - vol. 17 no. 6.

Rappel de l'action de l'association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS) lors de l'octroi d'un permis de spectacle pour un bar salon et commentaires sur la pornographie.

PARISEAU, Monique, Sans titre in Le temps fou, no. 11, sept-oct-nov. 1980.

Sans définir la pornographie se déclare non opposée à toute pornographie. S'oppose à la porno qui n'est faite et conçue que pour l'homme; dans ce contexte la femme ne peut pas "libérer sa sexualité et se sentir vivante".

PAYEUR-MINOT, Gaétane, "L'univers de la pornographie" in Entr'elles, juin 1982.

Bonne parodie du jeu des définitions.

PERREAULT, Denyse, "Les anti-pornocrates" in La Gazette des femmes - juillet-août 1980, vol. 2 numéro 3.

Actions d'un groupe de cégepiennes de Sherbrooke pour contrer la pornographie dans leur région. Information sur le Réseau d'action et d'information sur les femmes (RAIF) et rappel de l'action de Monica Matte de la Fédération des femmes du Québec (FFQ).



PERUSSE, Denise, "Dans une lutte à finir: Sade et Freud, une grande vedette au festival porno" in Bulletin contre la violence vol. 1, no. 5-6, juin 1981.

Sur le masochisme, le sadisme et leur composantes. Sade-Freud et comment psychoanalyse et porno font bon ménage.

RACINE, Suzanne, "La pornographie ou la monnaie vivante" in Matricule (Université Laval) 1er décembre 1981. Critique féministe, mars 1982.

RAIF, le livre rouge de la condition féminine, déc. 1979.

RAIF, "Et la pornographie... une autre exploitation de la femme" no. 58, janvier-février 1980.

Lettre au président de Radio-Canada sur le reportage de Danièle Levasseur sur la contribution des strip teaseuses à la levée de fonds pour les enfants handicapés.

RAIF, Le colloque sur la violence à Québec, pornographie", no. 58 janvier-février 1980.

RAIF, "Ce qui vous pend au bout du nez" no. 65, février 1981.

RAIF, Position d'appui aux amendements du Bill C-53 relatifs à la pornographie impliquant des enfants" juillet 1982.

RUFFO MONDOR, Me. Andrée, "Enfants exploitées (danseuses à gogo et danseuses nues)" in Face à la justice (Bulletin de l'Office des droits des détenus de la Ligue des droits et libertés) vol. IV, no. 4, juillet-août 1981.

ST-Laurent, Danielle, "Pourquoi les femmes disent non à la pornographie" in Contre la violence, vol. 1 no. 2, décembre 1980.

ST-LAURENT, Danielle, "Du Soft au Snuff"... une industrie qui marche in Contre la violence vol. 1 no. 3-4 mars 1981.

SAURIOL, Brigitte, "La pornographie vs la censure" in La vie en rose, juin - juillet - août 1982.

Réponse à un article de Michel Houle qui implorait les féministes de ne pas réclamer la censure, très bon.

SAURIOL, Chantal, "C'est pas une histoire d'amour" in La vie en rose, déc. 81 et janvier, février 1982, pp. 57-58.

Article sur le film de Bonnie Klein. Elogieux: fait ressortir la divergence entre les intérêts des femmes et ceux des hommes.

SIMARD-OEZIMER, Françoise, "La pornographie: faire la lumière" in La Gazette des femmes, vol. 4 no. 4, octobre 1982.

Entrevue avec Diane Goyette sur ce qui caractérise la pornographie. La violence explicite et implicite; leur marché. Le niveau de tolérance des hommes; l'attitude critique du Collectif masculin contre le sexisme. Les difficultés des jeunes à vivre leur sexualité dans le contexte pornographique. La nécessité de réagir.

TEXIER, Catherine, "Johnny, Johnny, fais-moi mal" in Châtelaine, octobre 1977, pp.34-36.

UGUEUX, Cécile, "Le gouvernement et le problème de la Violence" in Contre la violence, décembre 1980. vol. 1 no. 2.

VALLEE, Evelyne, "Manif contre la porno" in Communiqu'elles (bulletin du Centre d'informations et de références pour femmes CIRF) vol. 8 no. 7, juillet-août 1982.

Compte rendu de la manifestation organisée à Montréal par le Regroupement féministe contre la pornographie pour contrer l'ouverture des "salles X"

VLOEBERGH, Assomption, "La pornographie incite-t-elle à la violence?" in La Recherche, juin 1979, p. 682.

Démonstration de la crédibilité de Malamuth qui établit une relation de cause à effet entre la pornographie et la violence.

- 9 -

SPECIAL VIOLENCE in Des luttes et des rires de femmes,  
vol. 2, no. 4, (mai-juin 1979)

Sur le viol, les femmes battues, la pornographie; analyse  
féministe.

Requête soumise par la Fédération des femmes du Québec  
(FFQ) aux ministres de la Justice du Canada et du Québec  
au sujet de la réglementation de la vente aux mineurs et  
de l'étalage public des publications pornographiques.  
Novembre 1979.

DOCUMENTS - MEMOIRES

ASSOCIATION FEMININE D'EDUCATION ET D'ACTION SOCIALE  
AFEAS - Position sur le projet de loi 109 - loi sur le  
cinéma et la vidéo - février 1983 - rédigée par Lise Houle.

Recommandations sur les critères de rejet des films, sur  
la structure de la Régie proposée par le projet et sur  
les mécanismes d'appel à instaurer.

CARDINAL, Linda, "Le fantasme pornographique". Document  
de travail, Université d'Ottawa, 4 novembre 1981. 14 pages.

Idées véhiculées dans les fantasmes reliés à la porno-  
graphie et comment le fantasme est influencé par diffé-  
rents mécanismes sociaux.

COLLECTIF MASCULIN CONTRE LE SEXISME. "La pornographie...,  
en voulons-nous?" janvier 83, réédition d'un document de 1981  
- Mémoire 18 pages.

Dénonciation des salles X. Des hommes confirment l'analyse  
féministe de la pornographie à partir de leurs expériences  
personnelles.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (CSF) "Qu'est-ce que la  
pornographie". Document produit par Danièle St-Laurent  
février 1980.

Historique, développements et changements, différentes  
formes de pornographie, différentes définitions de la  
pornographie, définition de l'érotisme.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME. "Réflexions pour une approche  
féministe de la pornographie". Document présenté à la  
réunion du Conseil les 11 et 12 juin 1980 - 79 pages -  
Produit par Louise Lemire, Denise Pérusse et Danièle  
St-Laurent.

Analyse de contenu des revues dites "érotiques". Approche  
féministe de la pornographie: concepts de pouvoir,  
d'exploitation, d'oppression, de domination, de violence.

Inventaire de l'industrie de la pornographie.  
Effets et conséquences individuelles et sociales. Luttés  
amorçées aux Etats-Unis, au Canada anglais, conscientisa-  
tion au Québec.



CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (Québec) "La pornographie et l'érotisation de la violence". Document de travail produit par Lise Dunnigan, novembre 1981 - 30 pages..

Questions entourant la revendication de mesures légales - efficacité des mesures légales de contrôle - recours aux mesures de contrôle et censure - efficacité définitivement limitée.

Effets de la pornographie violente rapportés d'après les études expérimentales, les études rétrospectives et les études portant sur les indicateurs sociaux effectuées par la Commission sénatoriale d'enquête sur l'obscénité et la pornographie (Etats-Unis 1970).

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME "Le Cinéma X sur écran de silence". Mémoire présenté à la Commission d'étude sur le cinéma et l'audio-visuel, 10 déc. 81.

Recommandations entre autres pour que le Bureau de surveillance du cinéma reflète l'ensemble de la population, qu'il fasse connaître les bases de ses décisions et que la population puisse exercer des recours à l'endroit de celles-ci.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME "Mémoire sur le projet de loi 109 - Loi sur le cinéma et la vidéo". Adopté à l'assemblée du Conseil - 17-18/02/83. Produit par Lise Dunnigan.

Recommandations du CSF sur la représentation des intérêts de la population auprès de la Régie du Cinéma, sur le droit de recours de la population en regard des décisions de la Régie et sur la question de la violence envers les femmes. Appui à certaines recommandations du Front commun contre la pornographie dans le cadre du même projet de loi.

CONTRE LA VIOLENCE. Dossier "porno". "A l'aube des rapports humains harmonieux", vol. 1 - nos. 5-6 juin 1981.

Déclaration de groupes de femmes du Québec sur la pornographie et la télévision payante - février 1983 - "Nous ne tolérons plus l'intolérable".

Attitude des media vis-à-vis les femmes qui s'opposent à une programmation pornographique; protection des femmes contre la diffamation vs des limites imposées par d'autres lois et acceptées du public. Droit des femmes à l'intégrité physique. La porno en tant que commerce.

FEDERATION DES FEMMES DU QUEBEC - "Volonté politique et pornographie. C'est le temps d'agir au moins pour protéger les mineurs". Document de travail préparé pour le colloque de la FFQ en avril 1981.

"Pourquoi dénoncer la pornographie?" - Lise Dunnigan

"Pourquoi protéger les mineurs?" Maurice Barker, psychologue

"Paramètre légaux." Me Andrée Ruffo Mondor

"Dispositions concernant le cinéma" Me Nicole Trudeau-Bérard

FEDERATION DES UNIONS DE FAMILLES INC., "L'étalage et la vente du matériel pornographique".

Cahier information-action à l'intention de groupes locaux. Information sur la loi et guide d'action pour enrayer la prolifération de l'étalage du matériel pornographique.

FRONT COMMUN CONTRE LA PORNOGRAPHIE (FCCP) Mémoire sur le projet de loi 109 - Loi sur le cinéma et l'audio visuel. Février 1983. Mémoire signé par une dizaine d'organismes et appuyé par une soixantaine d'autres.

Recommandations du FCCP sur la démocratisation de la Régie du cinéma (proposée par le projet de loi) sur la transparence de ses critères de classement des films, sur les critères de rejet des films en regard de la violence et de l'exploitation des femmes, sur les mécanismes d'appel et de révision de même que sur le statu quo vis-à-vis certains articles de la loi actuelle.

INSTITUT CANADIEN D'EDUCATION DES ADULTES, ICEA - Déclaration sur la pornographie et la télévision payante. 28 février 1983. Appuyé par:

l'Association des réalisateurs et réalisatrices  
des films du Québec  
Comité de la condition des femmes CEQ  
Comité de la condition féminine de la CSM  
CSN  
Ligue des droits et libertés.

Excellente analyse de la réaction des autorités fédérale et provinciale : vis-à-vis l'octroi des permis à des réseaux qui introduisent des films pornographiques dans leur programmation sus les autres media électroniques.

## REGROUPEMENT FEMINISTE CONTRE LA PORNOGRAPHIE -

## Plate-forme

Etablit la base à partir de laquelle elles fondent leurs revendications.

## RAIF - "Et la porno?"

Pornographie identifiée comme étant violence et dégradation; nécessité de distinguer pornographie et érotisme. Tour d'horizon assez global qui nous conduit des actions entreprises par des groupes à des articles de journaux et à des commentaires sur l'influence de la religion et toute autre matière relative au dossier pornographie.

RAIF (Réseau d'action et d'information pour les femmes)  
Mémoire adressé à la Régie des services publics du Québec.  
Janvier 1983.

Réclame du ministre des communications du Québec qu'il refuse la projection de films "adultes" dans les programmes destinées à entrer dans les foyers.

PERSONNES RESSOURCES

BARKER, Maurice - Psychologue, adolescents.  
Hôpital Ste-Justine  
Tél: 731-4931 (travail)  
341-6406 (domicile)

CARRIER, Micheline  
tél: (418) 681-2910

CHAMPAGNE-GILBERT, Maurice  
Tél: 467-3489

DUNNIGAN, Lise  
Conseil du statut de la femme (Québec)  
tél: (418) 658-872

DUPONT, Sylvie  
Revue La vie en rose  
tél: 272-5461  
224-2164

GOYETTE, Diane  
Route rurale no. 3  
Compton G0B 1L0  
tél: 1-819-835-5549  
1-819-564-6119  
1-819-864-6350

GUY, Stella  
Office des services de garde du Québec  
tél: (514) 276-0738

HEAULT, Dorothy  
ONF - Studio D  
tél: 333-3494

KLEIN, Bonnie  
ONF, Studio D  
tél: 333-3265



- 2 -

LEE TRACY, Linda  
Recherchiste  
Danseuse-collaboratrice  
au film "Not a Love Story" de l'ONF

RUFFO, Me Andrée  
avocate spécialisée en droits des enfants  
6768 rue St-Denis  
Montréal  
tél: (514) 227-3405

TRUDEAU-BERARD, Nicole  
Vice-présidente  
Commission des droits de  
la personne du Québec  
tél: (514) 343-7566

VAILLANCOURT, Marthe  
235 rue Lamarche  
Arvida  
tél: (418) 548-6870

PERSONNES RESSOURCES EN REGIONNICOLET

RICHARD, Jacynthe  
AFEAS  
C.P. 417, route 155  
J0C 1M0  
tél: 819-399-2896

SAGUENAY, LAC ST-JEAN

ROY, Micheline  
tél: 418-525-1575

REGROUPEMENTS ET ASSOCIATIONS QUI LUTTENT  
CONTRE LA PORNOGRAPHIE

CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'AGRESSIONS A CARACTERE  
SEXUEL

C.P. 776

Trois Rivières G9A 5J9

Personne ressource: Denise Charest, tél: 819-373-1232

COLLECTIF MASCULIN CONTRE LE SEXISME

Personne ressource - Martin Dufresne, tél: 523-2202

COMITE CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES  
DE LA REGION DU SAGUENAY

39 rue St-Ambroise

Chicoutimi-Nord G7G 2Z1

Personne Ressource: Micheline Roy - tél: 418-545-1575

COMITE D'INFORMATION ET D'ACTION CONTRE LA PORNOGRAPHIE  
228 rue Le Mercier

Matane G4W 2L8

Personne ressource - Marielle Landry - tél: 418-562-4077

REGROUPEMENT DES FEMMES DE LA REGION DE QUEBEC CONTRE LA  
PORNOGRAPHIE

Local 4140, Tour des Arts

Université Laval

Sainte-Foy G1K 7P4

Membres: AFEAS

Comité - femmes du conseil central de la CSN-Québec

Comité de la condition féminine de la CEQ

Emergence-Québec

Fédération des femmes juives (section Québec)

Regroupement des femmes de l'Université Laval

Fédération des syndicats professionnels des

infirmières et infirmiers du Québec

Comité des femmes de Lotbinière

Centre de santé des femmes

Viol-secours de Québec

Maison des femmes

Librairie Les Mutantes

L'Antrelles

Comité des femmes du CEGEP Limoilou

Personnes-ressources: Hélène Plante 418-529-9512

Diane Fortin 418-653-2095

Mofsette Corriveau 418-656-4029

- 2 -

## REGROUPEMENT FEMINISTE CONTRE LA PORNOGRAPHIE (Montréal)

Groupes membres: Assistance aux femmes  
 Association des femmes de McGill  
 Librairie Androgyne  
 Comité Femmes Univ. du Québec  
 à Montréal  
 Comité Femmes CEGEP de Rosemont  
 Comité Femmes CEGEP Vieux Montréal

Personnes-ressources: Jane Greenlaw 514-845-8808  
 Chantal Cherrier 514-351-4840  
 Ann Peterson 514-274-9991  
 Diana Bronson 514-525-0886  
 Anne Taillefer 514-288-3330  
 Hélène Desrosiers 514-525-3988  
 Louise Cossette 514-522-5966  
 Doris Hudon 514-526-9076

## RAIF (Réseau d'action et d'information pour les femmes)

Personnes ressources Marcelle Dolment 418-658-1973  
 Marie Savoie 514-683-2521  
 514-283-6967



## FRONT COMMUN CONTRE LA PORNOGRAPHIE

Groupes membres:

Fédération des femmes du Québec  
Association des femmes diplômées des universités de Mtl  
Fédération des unions de familles  
Collectif masculin contre le sexisme  
Comité de la protection de la jeunesse  
Conseil du civisme de Montréal  
Conseil régional de Montréal de la FFQ  
Regroupement féministe contre la pornographie.

Personnes ressources:

Jeanne Gariépy  
(représentant la Fédération des femmes  
du Québec  
654 boul. Dollard  
Montréal H2V 3G3

rés: 272-7173  
bur: 844-7049

Lucie St-Cyr  
AFEAS  
478 Pl. de Beaucaire  
Laval des Rapides H7N 1E1 tél: 655-8584

Lyse Chartrand  
(représentant la Fédération des  
Unions de familles)  
890 est boul. Dorchester  
pièce 2320  
Montréal H2L 2L4

rés: 670-5406  
bur: 288-5712

Danielle Coallier  
(représentant la Fédération  
canadienne des femmes universitaires  
- provincial -)  
2910 Edouard Montpetit #3  
Montréal tél: 336-1250

Diane Desrosiers-Bonin  
(représentant l'Association des  
femmes diplômées des Universités  
Montréal -)  
10214 ave. Paris  
Montréal-Nord H1H 4J9

tél: 321-7089

Michel Bleau  
(représentant le Comité de protection  
de la jeunesse)  
1858 Duke  
St-Hubert J4T 2A4

rés: 671-7564  
bur: 873-7171

Susan De Rosa  
(représentant la fédération des  
femmes du Québec - Montréal)  
2021 Atwater, app. 1102  
Montréal H3H 2P2

rés: 935-5740  
bur: 695-2332

Antoine Tchipeff  
(représentant le Conseil  
du civisme de Montréal)  
7 Redfern Place  
Beaconsfield H9W 4M7

rés: 694-2062

Monica Matte  
(représentant la Fédération  
des femmes du Québec)  
3150 Trafalgar Heights  
Montréal H3Y 1H2

rés: 933-2216

Ginette Busque  
(représentant la Fédération des  
femmes du Québec)  
435 Stuart  
Outremont

rés: 273-1858  
bur: 283-3123

Ann Peterson  
(représentant le Regroupement  
féministe contre la pornographie)  
5608 Waverly  
Montréal H2T 2Y1

rés: 273-9991

GROUPES DE L'OUTAOUAIS S'OCCUPANT DE LA PORNOGRAPHIE

CHENEVILLE

AFEAS de Chénéville  
a/s Marie Way  
C.P. 117  
Chénéville, J0V 1E0  
tél: 428-3783

GATINEAU

COMITE PORNO DE GATINEAU  
23 St-Paul  
Gatineau J8P 4V4  
a/s Liette Huard  
tél: 663-2842

ou Sylvie Rossignol-tél: 663-0109 - 663-2842  
Chantal Tremblay-tél: 771-6233

LAC SIMON

COMITE PORNO DU LAC SIMON  
a/s Marquise Cals  
Lac Simon, J0V 1E0  
tél: 428-3397

RIPON

COMITE PORNO DE RIPON  
a/s Nathalie Dumouchel  
C.L.S.C. La Petine Nation  
76c St-André  
St-André Avellin, J0V 1W0

MANIWAKI

C.L.S.C. LE DESERT  
a/s Esther Potvin  
144 rue Principale Suc, C.P. 120  
Maniwaki, J0E 1Z6  
tél: 449-2513

## AUTRES

BELISLE, Rachel, Discours 9 nov. 1979 "Intervention, Opération Liberté".

Reproduit dans - Sans fleurs ni couronnes, bilan de la revue "Des luttes et des rires de femmes" Montréal 1982.

Collectif (in) de femmes

"Sexualité masculine et société phallogratique Ed. Raisons de femmes, Saint-Jérôme 1980.

Commission d'étude sur le cinéma et l'audio-visuel - Rapport 1982.

"Le cinéma: une question de survie et d'excellence," Editeur officiel du Québec.

COMMUNICATION QUEBEC Brochure - mai 1982.

"Dans la vraie vie c'est pas pareil" Brochure du Ministère de la Justice du Québec sur les agressions à caractère sexuel.

COTE, Marie-Hélène, Guide d'accompagnement du texte. La pornographie et l'érotisation de la violence "nov. 1982 - Consult Action - CSF (Québec)

CREATIONS DES ENFANTS - a créé pour le colloque "Volonté politique et pornographie" un diaporama sur la pornographie.

Diaporama fait par des jeunes, auprès des jeunes.

GOYETTE, Diane - "Hey you woman"

Diaporama de 15 minutes sur la publicité et la pornographie.

DE KONINCK, Maria - "Réflexion sur la condition des femmes violentées" Conseil du Statut de la femme. Editeur officiel du Québec. Juin 1977.



FRANCE

Tiré de la bibliographie de la version française de "Take Back the Night" paru sous le titre "Sortir (de) la nuit" 1983 - Editions du Remue-Ménage. Bibliographie complétée.

AZIZ, Geneviève, Les chambres closes, Slock, Paris, 1980.

et Marie-Odile DELACOUR, Cinq femmes à abattre, Stock 2, Paris 1981.

de CONINCK, Barbara et Christine, La partagée (préface de Luce Trigaray) Minuit, Paris, 1977.

BARRENO, Maria Isobel, Maria Terese Horta et Maria Vellio Da Costa, Nouvelles Lettres portugaises, Seuil, Coll. Coulbate, Paris, 1974.

BEAUVOIR, Simone de, "Le deuxième sexe" Gallimard, Coll. Idées #152, Paris 1979.

BEAUVOIR, Simone de, Faut il brûler Sade? Gallimard, Coll. Idées #268, Paris 1972.

BROGGER, Suzanne, Et délivrez-nous de l'amour, Belford Paris 1978.

BRUCKNER, Pascal et Alain Finkielkraut, Le nouveau désordre amoureux - Coll. Points Editions du Seuil, Paris 1979.

CHALAIS, François, Lettre ouverte aux pornographes. Abin Michel, Paris 1975.

CORDELIER, Jeanne - La dérobade - Hachette, Paris 1977.

DARDIGNA, Anne-Marie, Les châteaux d'Eros ou les infortunes du sexe des femmes. Maspero, Petite collection no. 244, Paris 1980.

Comment l'érotisme confirme tout ce qu'il prétend transgresser. Montre que les écrits de Bataille, Robe-Grillet, Sade, Leirés, Klossowski, Mandiargues et d'autres méprisent la femme et sa sexualité et que l'imaginaire érotique traduit l'inégalité des sexes.

FOUCAULT, Michel, Histoire de la sexualité. La volonté de savoir. Galliniard, Biblio des histoires, Paris, 1976.

HANS, Marie Françoise et Gilles Lapange. Les femmes, l'érotisme et la pornographie. Seuil, Coll. Points-Actuel, Paris 1978.

HOUSTON, Nancy, Jouer au papa et à l'amant: de l'amour des petites filles, Ramsay, Paris 1979.

HOUSTON, Nancy, Mosaïque de la pornographie: Marie-Thérèse et les autres. Gauthier, Coll. Femme, Paris, 1982.

IRIGARAY, Luce, Amante marine de Friedrich Nietzsche, Minuit Paris, 1980.

\_\_\_\_\_ Ce sexe qui n'en est pas un. Minuit, Paris 1977

\_\_\_\_\_ Le corps-à-corps avec la mère, Ed. de la pleine lune, Montréal 1981.

\_\_\_\_\_ Interviews dans Les femmes, l'érotisme et la pornographie.

\_\_\_\_\_ Passions élémentaires. Minuit, Paris, 1982.

\_\_\_\_\_ Speculum de l'autre femme, Minuit, Paris, 1974.

KOFMAN, Sarah, Le respect des femmes Galilée; Paris 1981.

MARA, Journal d'une femme soumise (préface de Michèle Causse)  
Flammarion, Paris, 1979.

PELLAUMAIL, Marcelle Maugin, Le Masochisme dit féminin.  
(préface de Simone de Beauvoir) Stanké, Montréal  
1979.

SEBBAR, Leila, On tue les petites filles. Stock 2, Paris, 1978

\_\_\_\_\_ Le pédophile et la maman: l'amour des enfants  
Stock 2, Paris 1980.

Le Sexisme ordinaire, (préface de Simone de Beauvoir). Seuil  
Coll. Libre à elles, Paris 1979.

APERCU ET PORTRAIT DES ACTIONS ET DEMARCHES ENTREPRISES SUR LE  
DOSSIER "PORNOGRAPHIE" DANS DIVERSES REGIONS DE LA PROVINCE DE  
QUEBEC

Lucie Godin  
François Roberge  
en collaboration avec le  
Conseil du statut de la femme

1981-05-01



## Table des matières

	<u>Page</u>
1.0 PRESENTATION	i
1.1 Introduction	1
1.2 Liste préliminaire des associations	2
1.3 Démarche de la consultation	3
1.4 Liste des associations rejointes	4
1.5 Objectif de la démarche	5
2.0 IDENTIFICATION DES GROUPES	6
2.1 Nombre de personnes actives au sein du groupe sur le dossier	7
2.2 Portrait des organismes	7
2.3 Composition de l'équipe de travail	8
2.4 Statut économique des membres des groupes	8
2.5 Durée d'existence de l'équipe de travail	9
3.0 CONTENU	10
3.1 Les différentes démarches reliées à ce dossier	11
3.2 Définition de la pornographie	11
3.3 Distinction entre érotisme et pornographie	13
3.4 Intérêts en types de matériel pornographique	14
3.5 Intérêts dans les contenus	14
3.6 Interventions passées ou prévues	15
3.7 Types de population visés	15
3.8 Revendications dans le dossier "pornographie"	16
3.9 Documents et instruments produits à date	17
3.10 Insuffisance des ressources	18
3.11 Besoins auxquels le C.S.F. pourrait répondre	19
3.12 Participation et déroulement d'une rencontre future	20
4.0 RECOMMANDATIONS	22

5.0	APPENDICES	25
I	"Démarche dans le dossier"	26
II	"Définition de la pornographie"	27
III	"Distinction entre érotisme et pornographie"	28
	ANNEXE: "Questionnaire".	29

## 1.0 PRESENTATION

## 1.1 INTRODUCTION

Un programme de stages fut instauré au département d'anthropologie de l'université Laval dans le but de familiariser les étudiants et les étudiantes avec le fonctionnement de l'appareil d'Etat, en leur laissant la possibilité de mettre en pratique les différentes connaissances acquises au cours de leurs études universitaires.

Le présent rapport est le résultat d'un stage réalisé au Conseil du statut de la femme, de février à mai 1981, avec l'aide de Lise Dunnigan du service de la Recherche. Faisant suite à un premier stage réalisé en 1979-80 qui eut pour résultat la création d'un dossier sur la pornographie, deux nouveaux stagiaires ont entrepris la suite du travail. Il s'agissait de participer à l'élaboration et la mise au point d'un outil pédagogique et d'animation permettant la sensibilisation des femmes au Québec en rapport avec la pornographie.

Il fallait donc avant tout répertorier les groupes de femmes qui s'étaient, d'une façon ou d'une autre, intéressés au dossier "pornographie". C'est donc avec l'aide de Consult-Action que nous avons fait les premières démarches. Consult-Action communiqua donc avec ses animatrices dispersées dans toute la province et qui devaient nous rapporter les groupes de femmes qu'elles connaissaient et qui touchaient au dossier. Voici la liste que nous avons reçue de la part de Consult-Action:

## 1.2 LISTE PRELIMINAIRE DES ASSOCIATIONS

### Associations provinciales

A.F.E.A.S., Montréal

Cercle des fermières, Laval

F.F.Q., Montréal

R.A.I.F., Sillery

Fédération des Unions de famille, Montréal

Mouvement des Femmes chrétiennes, Ste-Anne de Beaupré

Y.W.C.A., Montréal

### Région de Sherbrooke (animatrice: Nicole Dorin)

Comité de condition féminine, C.E.G.E.P. de Sherbrooke

Centre de santé des femmes, Sherbrooke

Service d'aide aux victimes de viol, Sherbrooke

A.F.E.A.S. de l'Estrie

Maison des femmes, Sherbrooke

### Région du Saguenay (animatrice: Lise Lacroix)

Comité violence, C.L.S.C. de Chicoutimi

A.F.E.A.S. de St-Bruno

### Région Laurentides-Lanaudière (animatrice: Françoise Romaine Ouellet)

A.F.E.A.S. de Mont-Laurier

### Région de Trois-Rivières (animatrice: Lucie Ranger)

A.F.E.A.S. de Plessisville

A.F.E.A.S. de Drummondville

A.F.E.A.S. de St-Sauveur

A.F.E.A.S. de St-André

A.F.E.A.S. de Notre-Dame de la Présentation

A.F.E.A.S. de Ste-Jeanne D'Arc

A.F.E.A.S. de Ste-Bernadette



Région de Montréal (animatrice: Chantal Michaud)

A.F.E.A.S. région de Montréal

Groupe féminin de St-Laurent

A.F.E.A.S. Rive-Sud

Région de Québec (animatrice: Sylvie Bélanger)

A.F.E.A.S. de Courville

A.F.E.A.S. de Ste-Thérèse de Lisieux

Région de Rimouski (référence de Marie-Hélène Côté de Consult-Action)

A.F.E.A.S. de Rimouski

### 1.3 DEMARCHE DE LA CONSULTATION

Nous avons alors entrepris le premier contact avec ces groupes par système téléphonique. Il s'agissait alors d'expliquer la situation aux différentes responsables du dossier "pornographie" dans les groupes de femmes. C'est-à-dire exposer les buts que visait le C.S.F. par cette consultation:

- 1) avoir une meilleure connaissance de l'opinion et des implications des groupes de femmes dans le dossier;
- 2) permettre la mise au point d'un outil d'animation pour l'élaboration de rencontres possibles entre le C.S.F. et des groupes de femmes.

Il était important pour le C.S.F. de consulter les différents groupes car nous voulions que les futures actions du C.S.F. soient basées sur les besoins des groupes de femmes et soient ainsi positives pour tous.

C'est avec leur accord donc que nous avons fait parvenir un questionnaire (annexe) sur le contenu de leur orientation, de leurs besoins et de leurs réflexions sur le dossier "pornographie". Plusieurs groupes se sont empressés de répondre au questionnaire et nous avons déjà remarqué un centre très actif dans la région de Sherbrooke.

Sur la liste des 27 groupes à rejoindre, six n'ont pu être contactés à cause de certains problèmes techniques tels que: mauvais numéro de téléphone ou pas de réponse après plusieurs essais. Nous avons finalement envoyé 52 questionnaires distribués à 19 groupes de femmes. Certains groupes ont alors servi d'intermédiaire en distribuant nos questionnaires à des groupes que nous n'avions pas recensés. Ce qui a pour conséquence que la liste qui suit (qui représente les groupes qui ont répondu au questionnaire) est quelque peu différente de la liste d'origine obtenue par Consult-Action.

#### 1.4 LISTE DES ASSOCIATIONS REJOINTES

(Réception du questionnaire)

##### Associations provinciales

A.F.E.A.S.

Fédération des Unions de famille

Y.W.C.A.

F.F.Q.

##### Région de Sherbrooke

Centre de santé des femmes

Service d'aide aux victimes de viol

Maison des femmes

Sandra Corry

Comité de Condition féminine, C.E.G.E.P. de Sherbrooke

A.F.E.A.S. de l'Estrie

A.F.E.A.S. de la région de Sherbrooke

A.F.E.A.S. de Richmond

A.F.E.A.S. de Coaticook

A.F.E.A.S. de Rockforest

A.F.E.A.S. Fleurmont

A.F.E.A.S. (non identifié)

##### Région du Saguenay

A.F.E.A.S. Saguenay-Lac St-Jean, Chibougamau, Chapais

##### Région de Trois-Rivières

A.F.E.A.S. de Shawinigan sud

- St-Sauveur

- St-André

- Notre-Dame de la Présentation

##### Région Laurentides-Lanaudière

A.F.E.A.S. région de Mont-Laurier.

### 1.5 OBJECTIFS DE LA DEMARCHE

Le rapport qui suit a pour objectif de vous exposer les résultats de la consultation auprès des groupes de femmes après une compilation des données au 15 avril 1981 et de vous donner une idée des recommandations faites au C.S.F. en vue d'atteindre les objectifs reliés à ce dossier:

- 1) fournir aux femmes les moyens d'acquérir une meilleure connaissance de la pornographie et une analyse basée sur la démarche féministe, de façon à surmonter l'indifférence, la confusion ou la peur d'un certain nombre et de créer une base commune d'intervention;
- 2) exposer les avantages et les difficultés de différentes formes d'interventions qui ont été utilisées ou sont envisagées par des groupes féministes;
- 3) favoriser la recherche féministe sur la sexualité en mettant un accent sur l'expression créatrice dans les arts visuels.

## 2.0 IDENTIFICATION DES GROUPES

## 2.1 NOMBRE DE PERSONNES ACTIVES AU SEIN DU GROUPE SUR LE DOSSIER DE LA PORNOGRAPHIE

Tableau I

Catégories	Organismes
1	0
2-5	2
5-10	6
10 et plus	8
Sans réponse	5

Une grande concentration des A.F.E.A.S. au niveau de la catégorie 10 et plus s'explique par le fait que l'A.F.E.A.S. incite tous ces membres à être actifs sur leurs différents dossiers. Par exemple, l'A.F.E.A.S. de St-André comporte quelque 95 membres qui sont toutes actives dans leurs actions sur la pornographie.

L'on remarque également que la grande majorité des petits groupes (2-5, 5-10) sont associés à des groupes autonomes (ex: C.E.G.E.P. de Sherbrooke avec 6 personnes).

## 2.2 PORTRAIT DES ORGANISMES

Tableau II

Organismes	Nombre de groupes	%
A.F.E.A.S.	10	47,6
Autonome	7	33,3
Aucune mention	3	14,3
F.F.Q.	1	4,8



Un si grand nombre d'A.F.E.A.S. s'explique par le fait que ces associations ont depuis près de deux ans comme priorité commune, de sensibiliser les membres au phénomène de la pornographie en insistant sur son caractère violent, etc.

Parmi les différents groupes autonomes que nous avons rejoints figurent:

- 1) Fédération des Unions de famille
- 2) Comité de la Condition féminine au C.E.G.E.P. de Sherbrooke
- 3) Groupe Sandra Cory.

L'on retrouve également un organisme qui s'intéresse à la pornographie mais de façon informelle, il s'agit de Centre d'aide aux victimes de viol.

## 2.3 COMPOSITION DE L'EQUIPE DE TRAVAIL

Tableau III

Composition	Organismes	%
Femmes seulement	17	80,9
Mixte	2	9,5
Pas de réponse	2	9,5

Jusqu'ici, la majorité des groupes qui nous furent rapportés comme étant actifs au sein du dossier "pornographie" sont des groupes à 80,9% constitués de femmes exclusivement.

## 2.4 STATUT ECONOMIQUE DES MEMBRES DES GROUPES

Tableau IV

Composition	Organismes	%
Femmes salariées et non salariées	11	52,38
Pas de réponse	7	33,33
Femmes non salariées	3	14,29
Femmes salariées	—	—

La moyenne d'âge de tous les groupes varie entre 25 et 58 ans. Mais nous retrouvons par exemple quelques A.F.E.A.S. où le groupe d'âge s'étend de 18 à 70 ans.

L'on remarque alors qu'à tous points de vue, la clientèle visée par ces associations est très diversifiée par le fait qu'elles regroupent des femmes de tout âge ainsi que des étudiantes, des femmes au foyer et des femmes salariées.

## 2.5 DUREE D'EXISTENCE DE L'EQUIPE DE TRAVAIL

Tableau V

Catégorie	Organismes	%
Plus de 2 ans	7	33,3
1 an à 2 ans	6	28,5
Moins de 6 mois	4	19,1
6 à 12 mois	3	14,3
Pas de réponse	1	4,8

C'est en majorité des A.F.E.A.S. qui se retrouvent dans les catégories "plus de 2 ans" et "1 an à 2 ans" en raison du fait que ces associations ont entrepris comme priorité au niveau provincial une campagne de sensibilisation face au dossier "pornographie".

La F.F.Q. par exemple milite aussi depuis plus de deux ans. Des nouveaux groupes tels celui de Sandra Cory n'ont pris naissance que depuis quelques mois.

### 3.0 CONTENU

### 3.1 LES DIFFÉRENTES DEMARCHES RELIÉES A CE DOSSIER

\* (Voir Appendice I "Listes des démarches")

Les différentes démarches entreprises par les groupes concernés peuvent être regroupées sous deux formes. D'abord 50% environ des actions sont de type "pression", c'est-à-dire que les groupes tentaient par leurs actions de créer un moyen de pression sur les organismes intimement reliés à la pornographie. Par exemple:

- 1- Envoi de lettres aux propriétaires de cinéma pour enlever les films pornographiques;
- 2- Envoi de pétitions au ministère de la Justice et au C.S.F. à Montréal.

Le deuxième type d'action est celui de "sensibilisation sous le couvert de l'information". Il s'agit alors de sensibiliser les membres et la société en général par les actions suivantes par exemple:

- 1- Sondage sur la clientèle du cinéma pornographique;
- 2- Montage de divers dossiers;
- 3- Préparation d'un colloque sur la pornographie;
- 4- Montage d'un diaporama.

Il faut souligner l'effort entrepris par la F.F.Q. pour regrouper toutes les associations qui touchaient au dossier pornographie par l'entremise d'une seule action concertée, soit la circulation dans toute la province d'une pétition au sujet de la réglementation de la vente aux mineurs et l'étalage public des publications pornographiques. L'on remarque également que presque toutes les autres actions demeurent au niveau local, et cela dépendant en partie de l'approche privilégiée par l'AFEAS provinciale.

### 3.2 DEFINITION DE LA PORNOGRAPHIE

Seulement deux groupes n'ont pas de définition de la pornographie; toutes les définitions qui nous ont été rapportées sont au nombre de 23. (Voir appendice II).

Tableau VI

Thème principal	Numéro de référence (app. II)	%
Atteinte à la dignité humaine	6-7-8-10-13-15-16-17	34,8
Exploitation de la femme	1-4-5-11-20-21-23	30,4
Rapport dominée-dominant	9-12-18-22	17,4
Autre	2-3-14-19	17,4

a) Exemples de définitions se rapportant à l'atteinte à la dignité humaine:

- 1- C'est une déshumanisation de la sexualité;
- 2- C'est l'étalement dans les journaux, revues et films, de poses suggestives qui portent au rabaissement et à l'avilissement de la femme, de l'homme et des enfants créant une déchéance de la valeur humaine comme esprit créateur.

b) Exemples de définitions se rapportant à l'exploitation de la femme:

- 1- C'est la femme au rang d'objet sexuel pour le plaisir de l'homme;
- 2- La pornographie c'est tout ce qui donne une image avilissante de la sexualité de la femme et où le seul rôle qu'on leur reconnaît est d'être imbécile et passive.

c) Exemples de définitions se rapportant au rapport dominée-dominant:

- 1- C'est l'illustration de tout rapport de domination sexuelle entre les hommes et les femmes;
- 2- La pornographie c'est tout matériel sexuellement explicite qui illustre un rapport de pouvoir inégal.

d) Dans la catégorie "autre", nous retrouvons des définitions telles que:

- 1- La pornographie nuit à la morale chrétienne;
- 2- C'est l'obscénité en matière littéraire et artistique.



Toutes ces définitions nous amènent à penser qu'au Québec depuis environ 2 à 3 ans, certaines catégories de femmes représentées par toutes ces associations ont développé une sensibilisation progressive en rapport avec la pornographie. Peut-être ceci est-il possiblement relié à des événements tels les colloques sur la violence de 1979 et 1980, ou à des dossiers d'informations publiés par des féministes telles que Micheline Carrier. Toujours est-il que l'on observe une nouvelle prise de conscience collective face à la pornographie.

### 3.3 DISTINCTION ENTRE ÉROTISME ET PORNOGRAPHIE

La distinction entre érotisme et pornographie faite par les répondantes s'exprime en majorité par une tendance marquée d'un certain nombre d'antagonismes.

<u>Érotisme</u>		<u>Pornographie</u>
Egalité des rapports	←————→	Industrie d'exploitation
Invite à l'amour	←————→	Détruit l'amour
Echange d'égal à égal	←————→	Inégalité
Imagination libre	←————→	Violence
Epanouissement	←————→	Appropriation
Tête & corps	←————→	Utilisation d'une seule partie du corps (organes sexuels)

Il demeure tout de même que deux groupes n'ont pas fait de différences entre érotisme et pornographie.

- 1- Il n'y a pas de différence entre érotisme et la pornographie, car les deux conduisent au même résultat;
- 2- L'érotisme c'est de la pornographie propre pour l'élite intellectuelle, donc il n'y a pas de différence.

Il y a un fait que nous pouvons constater c'est que les groupes en faisant une distinction entre érotisme et pornographie font également une association à un autre niveau. En effet, l'on peut dire que les définitions accolées à érotisme se rapprochent d'une expression de ce que vivent dans la réalité les femmes alors que la pornographie est associée à ce que l'on essaie de leur imposer.

### 3.4 INTERETS EN TYPES DE MATERIEL PORNOGRAPHIQUE

Tableau VII

Catégories	Organismes	%
Journaux & revues spécialisés	17	89,4
Cinéma	14	73,6
Spectacles	11	57,9
Publicité quotidienne	9	47,3
Autres (lois, mineurs, presse)	4	21,0
Pas de réponse	1	4,8

### 3.5 INTERETS DANS LES CONTENUS

Tableau VIII

Catégories	Organismes	%
Violence envers les femmes	17	80,9
Stéréotypes sexuels et modèles sexuels	15	71,4
Utilisation des mineurs	13	61,9
Autre	5	23,8
Pas de réponse	1	4,7

L'on s'intéresse d'abord et avant tout à ce qui est accessible à la masse populaire et à ce qu'elle consomme directement elle-même. Le tableau exprime bien également dans quel sens sont interprétés les divers matériaux pornographiques. Cela dénote un éveil grandissant au Québec en rapport avec la consommation de la pornographie.

Même si à peu près tous les types de matériel pornographique intéressent toutes les associations, il demeure que dans les tableaux VII et VIII, les trois premières dimensions les préoccupent particulièrement. Dans le tableau VII également, la mois grande popularité de la publicité dans les médias est peut-être due au fait que la publicité est généralement associée au sexisme plutôt qu'à la pornographie.

### 3.6 INTERVENTIONS PASSES OU PREVUES

Tableau IX

Catégories	Organismes	%
Prise de position publique, information du milieu	16	76,1
Réflexions et échanges à l'intérieur du groupe	14	66,6
Pression auprès du gouvernement (lois)	13	61,8
Pression et sensibilisation auprès des commerces impliqués	12	57,1
Animation auprès de clientèles cibles	4	19,0
Autres (hommes, viol)	2	9,5
Pas de réponse	1	4,8

### 3.7 TYPES DE POPULATION VISES

Tableau X

Catégories	Organismes	%
Hommes et femmes en général	13	61,8
Enfants et adolescents	5	23,8
Parents	5	23,8
Consommateurs de pornographie	4	19,0
Femmes surtout	2	9,5
Autres (vendeurs, commerçants...)	2	9,5
Pas de réponse	2	9,5
Hommes surtout	-	-

Toutes les interventions regroupées au tableau IX sont en accord avec les descriptions des actions entreprises par les groupes de femmes que nous vous avons rapportées plus tôt dans ce rapport. Comme alors, l'information et les moyens de pression prennent une place importante dans les diverses actions.

Le tableau X sur les clientèles cibles nous permet de dégager un autre point. L'on désire d'abord que toute la société soit informée sur les phénomènes reliés à la pornographie. L'on peut donc penser que pour la majorité des associations le problème de la pornographie ne pourra pas se régler en informant exclusivement les femmes, mais plutôt en informant toutes les couches de la société y compris les jeunes. En effet, la pornographie en rapport avec les mineurs demeure un point sensible et un objectif primordial pour quelques associations (ex.: F.F.Q.).

### 3.8 REVENDEICATIONS DANS LE DOSSIER "PORNOGRAPHIE"

Sur 21 groupes, seulement six revendications nous ont été rapportées. Cela peut être dû au fait que certaines associations sont encore en phase de sensibilisation de leurs membres et qu'elles n'ont pas encore défini leurs priorités.

Voici les six revendications:

- 1- Demander aux propriétaires de cinéma d'enlever la projection de films pornographiques dans leurs villes respectives;
- 2- Demander que les films pornographiques soient projetés dans des endroits spécialisés, interdits aux mineurs;
- 3- Interdire l'accès des sex-shops aux mineurs;
- 4- Que la vente de journaux et revues pornographiques s'effectue dans des commerces non accessibles aux moins de 18 ans;
- 5- Faire respecter les lois concernant les revues, films, sex-shops et bars pornographiques;
- 6- Demander au ministère de la Justice d'interdire la projection de films "Hard Core" dans les établissements privés et publics du Québec.

Ces revendications sont en accord avec ce qu'exprime le tableau VII alors que les journaux, films et spectacles étaient considérablement privilégiés.

Comme vous pouvez le remarquer ces revendications sont en grande partie de type "demande d'interdiction", c'est-à-dire que les associations se regroupent (au nombre de 9) autour d'un objectif qui est l'abolition:

- 1- de toute pornographie aux mineurs,
- 2- de toute forme de pornographie "Hard core".

Les interventions laissent en blanc un autre phénomène; en effet en mettant l'accent sur les mineurs les associations semblent délaisser l'influence que peut avoir la pornographie sur les hommes et les femmes. Sauf peut-être pour quelques AFEAS où leur intérêt pour les consommateurs de cinéma pornographique est très explicite. (ex.: AFEAS de St-André).

### 3.9 DOCUMENTS ET INSTRUMENTS PRODUITS A DATE

Tableau XI

Catégories	Organismes	%
oui	10	47,6
non	6	28,5
en préparation	3	14,2
pas de réponse	2	9,5

Dix groupes ont ainsi produit un document ou un instrument de travail. Ceux-ci se regroupent sous 8 formes:

- 1- Il y a un dossier sur la pornographie fait par l'association provinciale de l'AFEAS et qui a été distribué dans ses quelques 69 unités locales;
- 2- Il y a deux dossiers d'information incluant des activités et des articles dans la revue mensuelle "Femme d'ici";
- 3- Un document produit par la Fédération des Unions des familles sur "L'étalage et la vente du matériel pornographiques";



- 4- Un document de sensibilisation sur la violence chez-nous, un document d'étude sur les stéréotypes et un document d'étude sur la pornographie, ainsi que des moyens d'actions individuels et collectifs (AFEAS de la région de l'Estrie);
- 5- De l'information dans un journal local de Sherbrooke;
- 6- Rapport sur le projet "Lutte contre la pornographie" de l'AFEAS de Mont-Laurier;
- 7- Un diaporama est sur le point d'être disponible au cégep de Sherbrooke;
- 8- Publications de divers articles et de quelques conférences.

C'est le dossier de l'AFEAS qui est le plus diffusé, d'ailleurs sur les dix groupes qui ont produit quelque chose, 8 de ceux-ci sont des AFEAS.

Malheureusement la majorité demeure au niveau local et sont très peu connus. Il s'agit donc en majorité d'information interne, qui n'est accessible qu'aux membres en vue des futures actions.

D'autres dossiers sont présentement en préparation dont spécialement celui de la F.F.Q. qui sera utilisé comme document de travail pour le prochain colloque sur la pornographie de la F.F.Q. en mai 1981.

Il demeure évident tout de même qu'il y a ici un gros manque dans la documentation, et où elle existe elle n'est pas nécessairement disponible à grande échelle.

### 3.10 INSUFFISANCE DES RESSOURCES

Toujours sur nos 21 groupes qui ont répondu au questionnaire 10 organismes nous ont dit qu'ils considéreraient manquer de ressources pour la poursuite de leurs actions, 6 autres semblent posséder jusqu'ici toutes les ressources nécessaires au fonctionnement du dossier, 2 considèrent leur participation au dossier comme étant informelle et ainsi n'ont pas les mêmes besoins en ressources, et finalement 2 organismes n'ont pas répondu.

Voici la liste des ressources qu'il serait important de combler pour les groupes de femmes:

- 1- plus d'information,
- 2- plus de matériel,
- 3- plus de personnes ressources
- 4- sources d'évaluation de l'action,
- 5- de l'argent
- 6- savoir comment agir au niveau des municipalités, avoir une meilleure compréhension des lois municipales et fédérales,
- 7- facilités et moyens de faire réagir les organismes masculins et les hommes en général sur le problème,
- 8- diapositives, exemples de magazines, etc.

Les associations insistent donc particulièrement sur des besoins qui permettraient un meilleur fonctionnement d'une coordination, qu'il serait possible d'établir entre elles. Ce qu'on veut c'est que les actions soient concertées et évaluées à leur juste valeur. Ainsi, certaines associations n'auraient plus l'impression de travailler en obtenant des résultats moindres par rapport à l'action entreprise, c'est-à-dire qu'elles veulent des interventions qui portent fruits.

L'on verra également dans la prochaine partie que ces huit formes de ressources sont le reflet de ce à quoi les associations s'attendent du C.S.F.

### 3.11 BESOINS AUXQUELS LE C.S.F. POURRAIT REPONDRE

12 groupes (organismes) ont identifié quelques besoins auxquels le Conseil pourrait répondre:

Tableau XII

Catégories	Organismes	%
Oui	12	57,6
Pas de réponse	7	33,3
Pas pour le moment	2	9,5

Ce tableau démontre nettement que les groupes qui travaillent sur la pornographie sont intéressés à recevoir de plus amples renseignements (et une prise de position du Conseil) qui pourraient aider à la poursuite de leurs dossiers respectifs.

a) On dénote un fort intérêt à ce que le C.S.F. fournisse d'abord un outil d'information et d'animation en termes de:

- vulgarisation des lois
- coordination de l'action régionale
- instrument d'évaluation de l'action
- coordination aux niveaux des groupes et des actions
- diffusion du travail effectué par les différents groupes (livres, dossiers, brochures)
- définition de la pornographie
- production d'un document d'information et d'animation
- personnes ressources
- publicité et rencontres pour convaincre les femmes qu'elles peuvent revendiquer leur égalité et leur autonomie et ainsi améliorer le comportement des hommes à leur égard.
- diaporama et volumes sur la pornographie.

b) Certains groupes désireraient que le C.S.F. prenne position et agisse activement sur le dossier de la pornographie:

- que le C.S.F. fasse des pressions à son tour pour empêcher la diffusion de films et revues pornographiques
- que le C.S.F. fasse des actions au niveau des commerçants
- que le C.S.F. appuie les groupes auprès des autorités judiciaires, des législateurs, des ministres, etc.
- que le C.S.F. trouve des solutions au financement.

### 3.12 PARTICIPATION ET DEROULEMENT D'UNE RENCONTRE FUTURE

18 groupes sont favorables à la tenue d'une rencontre impliquant le C.S.F. alors que 3 autres groupes répondent qu'ils ne seraient pas disponibles pour une telle rencontre.

Portrait de la rencontre (tel que suggéré par les groupes rejoints)

- rencontres régionales suivies d'une rencontre provinciale
- une journée complète sur l'échange d'informations
- ateliers de discussion
- plan de travail avec échéancier
- diffusion d'information sur des sujets précis
- échange au sujet des actions réalisées
- réflexion sur des actions communes réalisables
- établir un consensus sur les actions à court terme

- organiser une rencontre en ayant un panel avec les personnes possédant les éléments nécessaires pour débattre la position "pour et contre" au sujet de la pornographie
- participation de différentes associations tant masculines que féminines
- bâtir des moyens d'actions tant pour sensibiliser qu'agir face aux problèmes
- participation des groupes de femmes seulement pour définir des actions concrètes en atelier surtout
- discussion avec des parents et adolescents(es) afin de connaître leur définition de la pornographie.

#### 4.0 RECOMMANDATIONS

## RECOMMANDATIONS

Après examen des préoccupations et des besoins énoncés par les personnes ayant participé à la présente consultation, nous désirons présenter les recommandations suivantes au Conseil du statut de la femme et à tous les groupes ou organismes susceptibles de les prendre en considération:

### Recommandation 1

Préparation d'un document comportant les définitions de la pornographie et de l'obscénité qui président actuellement à l'application des lois et règlements en ce domaine au Québec, ainsi qu'une nouvelle formulation susceptible de mieux refléter les préoccupations des groupes mobilisés sur la question.

### Recommandation 2

Préparation d'un document comportant des informations sur les fondements du marché de la pornographie sous ses différentes formes au Québec.

### Recommandation 3

Mise au point d'un instrument d'animation et de sensibilisation à l'usage des groupes intéressés à intervenir dans leur milieu sur la question de la pornographie.

### Recommandation 4

Aide à la production et à la diffusion d'instruments audio-visuels à l'usage des groupes qui désirent faire de l'animation dans leur milieu, sur la question de la pornographie.

### Recommandation 5

Mise sur pied d'une banque thématique d'information et de ressources permettant de connaître la documentation, les personnes-ressources, les groupes, les événements et les projets en cours, et tout renseignement utile aux personnes qui s'intéressent à l'évolution du dossier de la pornographie à travers la province; cette banque d'information pourrait être déposée et tenue à jour à des endroits accessibles dans les régions plus actives sur cette question.



#### Recommandation 6

Diffusion à tous les groupes intéressés d'un feuillet périodique d'information sur l'état des actions entreprises relativement à la pornographie dans chaque région et à l'échelle provinciale.

#### Recommandation 7

Tenue de rencontres de travail réunissant les personnes activement impliquées sur la question de la pornographie dans chaque région, afin de permettre des échanges et des mises en commun.

#### Recommandation 8

Favoriser la formation d'un réseau de groupes mobilisés face à la pornographie, de façon à permettre la concertation, l'analyse et l'évaluation de différentes formes d'action.

#### Recommandation 9

Prendre position publiquement face aux diverses formes de pornographie et faire pression auprès des nombreux intervenants concernés; faire connaître ces positions et diffuser l'information pertinente par les médias de masse ou autres moyens de communication dont dispose l'organisme.

#### Recommandation 10

Favoriser la recherche de représentations alternatives de la sexualité à travers différentes formes d'expression créatrice

## 5.0 APPENDICES

APPENDICE I - DEMARCHES DANS LE DOSSIER

- 1- Envoi de lettres aux propriétaires de cinéma pour enlever les films pornographiques
- 2- Envoi de lettres à différents organismes municipaux
- 3- Envoi d'une lettre d'appel à la solidarité auprès d'organismes masculins des différentes localités de la région de Sherbrooke
- 4- Envoi de listes de pétitions au ministère des Affaires sociales et au C.S.F. à Montréal
- 5- Sondage pour la clientèle du cinéma
- 6- Sensibilisation des membres
- 7- Sensibilisation du gouvernement et des corps policiers
- 8- Actions concrètes: boycottage, circulation de pétitions, rencontre avec des kiosques à journaux, rencontre d'organismes masculins, pression pour le respect des lois
- 9- Participation à "Jeannette veut savoir", atelier, montage de dossier
- 10- Action pour la réglementation de la vente aux mineurs, étalage public, publications pornographiques
- 11- Préparation d'un colloque sur la pornographie
- 12- Collaboration avec d'autres associations
- 13- Faire respecter les lois concernant les sex-shops, bars, revues et films par les ministères de la Justice: fédéral et provincial
- 14- Faire interdire la projection de films "Hard Card" dans les établissements privés et publics du Québec
- 15- Etude des lois concernant la pornographie
- 16- Montage d'un diaporama
- 17- Sensibilisation sur toutes les formes d'abus sexuel
- 18- Conférence sur le viol.

## APPENDICE II - DEFINITION DE LA PORNOGRAPHIE

- 1- C'est l'exploitation de la femme
- 2- C'est la nudité dans les films et revues
- 3- C'est la sexualité déviée, exagérée
- 4- C'est la femme au rang d'objet sexuel pour le plaisir de l'homme
- 5- C'est la femme diminuée et dégradée, réduite à l'état de sexe
- 6- La pornographie fausse l'amour humain par la haine, la violence et le mépris
- 7- La pornographie se sert des enfants pour projeter les images
- 8- La pornographie nie la beauté de l'être (homme ou femme) par l'exploitation de son corps
- 9- C'est le culte du phallus qui impose une conception mécanique répétitive et monotone de la sexualité et une image d'inégalité des partenaires (tirée d'un article de Micheline Carrier)
- 10- C'est la destruction de la dignité humaine
- 11- C'est l'exploitation du corps de la femme
- 12- C'est un rapport dominée-dominant
- 13- C'est une déshumanisation de la sexualité
- 14- C'est l'obscénité en matière littéraire ou artistique
- 15- La pornographie, c'est sale, bestial, brusque et dégradant
- 16- C'est ce qui est blessant, répugnant et dégradant pour la personne humaine
- 17- C'est l'étalement dans les journaux, revues et films, de poses suggestives qui portent au rabaissement et à l'avilissement de la femme, de l'homme et des enfants créant une déchéance de la valeur humaine comme esprit créateur
- 18- C'est l'illustration de tout rapport de domination sexuelle entre les hommes et les femmes
- 19- La pornographie nuit à la morale chrétienne
- 20- La pornographie c'est tout ce qui donne une image avilissante de la sexualité de la femme et où le seul rôle qu'on leur reconnaît est d'être imbécile et passive
- 21- C'est ce qui est violent et dégradant envers les femmes
- 22- La pornographie c'est ce qui représente une sexualité explicite, c'est le matériel qui dégage un pouvoir inégal des sexes
- 23- C'est l'exploitation des femmes à partir d'images sexuelles méprisantes en fonction du plaisir des hommes et de l'exploitation "\$".

### APPENDICE III - DISTINCTION ENTRE ÉROTISME ET PORNOGRAPHIE

- 1- L'érotisme c'est ce qui invite à l'amour, c'est la beauté du corps
- 2- C'est la sexualité imaginative et une fête charnelle de partenaires égaux
- 3- C'est l'épanouissement de l'être humain
- 4- C'est ce qui se rapporte à l'amour d'une façon sensuelle excitante et qui se marque d'une façon excessive parfois
- 5- C'est l'amour en sexualité revalorisante
- 6- C'est ce qui laisse l'imagination bâtir une démarche sexuelle suite à un exposé (photos, textes, chants, spectacles) ou c'est la création d'une atmosphère sensuelle qui laisse place à l'imagination
- 7- Dans l'érotisme c'est le corps et la tête qui participent à la relation et il y a vraiment échange entre les personnes tandis que dans la pornographie, c'est l'utilisation pure et simple de certaines parties du corps de l'autre personne
- 8- L'érotisme suggère la tendresse, l'amour et l'échange, contrairement à la violence pour la pornographie
- 9- L'érotisme se véhicule par des personnes
- 10- Ce n'est pas un pouvoir inégal mais un plaisir sexuel entre personnes qui sont égales ou d'une seule personne
- 11- Il n'y a pas de différence entre l'érotisme et la pornographie car les deux conduisent au même résultat
- 12- L'érotisme c'est de la pornographie propre pour l'élite intellectuelle donc il n'y a pas de différence
- 13- L'érotisme est un art qui fait partie intégrante de la vie sexuelle librement choisie tandis que la pornographie est une industrie d'exploitation qui maintient des femmes dans l'aliénation et la domination.

ANNEXE



CONSULTATION AUPRES DES GROUPES INTERESSES A LA QUESTION  
DE LA PORNOGRAPHIE

A- Identification

Nom \_\_\_\_\_

Nom du groupe de travail (s'il y a lieu) \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ No de tél: \_\_\_\_\_

Combien d'autres personnes de votre groupe ont collaboré  
pour répondre à ce questionnaire? \_\_\_\_\_

- 1- Combien de personnes participent activement et de façon régulière  
à l'action de votre équipe de travail sur la pornographie?  
(réunions, organisation, etc.).

1 \_\_\_\_\_  
2 à 5 \_\_\_\_\_  
5 à 10 \_\_\_\_\_  
10 et plus \_\_\_\_\_ (précisez)

- 2- Votre équipe de travail existe-t-elle de façon autonome? \_\_\_\_\_

Où est-elle affiliée à une organisation plus large:  
association, syndicat, C.L.S.C. ou autre? \_\_\_\_\_

Si oui, veuillez en indiquer le nom \_\_\_\_\_

- 3- Quelle est la composition de votre équipe de travail?

a) mixte \_\_\_\_\_ femmes seulement \_\_\_\_\_  
b) femmes salariées \_\_\_\_\_ non-salariées \_\_\_\_\_ les deux \_\_\_\_\_  
c) groupe d'âge: de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ ans environ.

- 4- Depuis combien de temps votre équipe travaille-t-elle sur ce  
dossier?

0 à 6 mois \_\_\_\_\_ 6 à 12 mois \_\_\_\_\_ 1 à 2 ans \_\_\_\_\_ 2 ans et plus \_\_\_\_\_

B- Contenu et orientation

5- En résumé quelle a été votre démarche dans ce dossier jusqu'à présent?

---

---

---

---

---

6- a) Avez-vous une définition de la pornographie? oui\_\_\_ non\_\_\_  
Si oui, laquelle?

---

---

---

---

---

b) Faites-vous une distinction entre érotisme et pornographie?  
oui\_\_\_ non\_\_\_  
Si oui, laquelle?

---

---

---

---

---

7- A quel type de matériel pornographique vous intéressez-vous?  
(vous pouvez cocher plus d'une réponse)

a) matériel spécialisé:

- journaux et revues spécialisés \_\_\_\_\_
- cinéma \_\_\_\_\_
- spectacles \_\_\_\_\_
- autres (précisez) \_\_\_\_\_

b) contenu de la publicité de tous les jours, des médias  
en général \_\_\_\_\_

8- Qu'est-ce qui vous intéresse plus particulièrement dans ces  
contenus? (vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- stéréotypes sexuels et modèles sexuels \_\_\_\_\_
- violence envers les femmes \_\_\_\_\_
- utilisation des mineurs \_\_\_\_\_
- autres (précisez) \_\_\_\_\_

9- Quel type d'interventions avez-vous ou comptez-vous avoir?

- réflexions et échanges à l'intérieur du groupe \_\_\_\_\_
- prise de position publique, information du milieu \_\_\_\_\_
- animation auprès de clientèles-cibles \_\_\_\_\_
- pressions et sensibilisation auprès des  
distributeurs et commerces impliqués \_\_\_\_\_
- pression auprès du gouvernement ou autre  
autorité au niveau des lois et de  
leur application \_\_\_\_\_
- autres \_\_\_\_\_

10- Si vos interventions visent à rejoindre une catégorie particulière de la population, indiquez laquelle?

- hommes et femmes en général \_\_\_\_\_
- femmes surtout \_\_\_\_\_
- hommes surtout \_\_\_\_\_
- enfants et adolescents(es) \_\_\_\_\_
- parents \_\_\_\_\_
- consommateurs de pornographie \_\_\_\_\_
- autres \_\_\_\_\_

11- Avez-vous actuellement des revendications précises à l'intérieur de ce dossier?

oui \_\_\_\_\_ non \_\_\_\_\_

Si oui, lesquelles?

---



---



---



---



---

12- Avez-vous produit à date une documentation ou un instrument de travail? (si oui, veuillez préciser)

---



---



---

C- Ressources

13- Les ressources que vous avez maintenant vous semblent-elles suffisantes pour l'action que vous envisagez?

oui \_\_\_\_\_ non \_\_\_\_\_

Si non, précisez (informations, personnes ressources, matériel, ...)

---











